REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 08 au 14 décembre 2020

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Pêche : Ecofish.....2
- Pêche durable et consommation du poisson à l'honneur avec le lancement du programme Ecofish
- Programme Ecofish : un budget de28 millions d'euros alloué
- Secteur de la Pêche : Le programme E€OFISH lancé

1.2 Veille sanitaire : Projet FETP.....5
- Gobin: "Le projet FETP contribuera au renforcement des capacités en épidémiologie de terrain"
- Kailesh Jagutpal : « En tant que nation insulaire Maurice reste très vulnérable face aux menaces sanitaires »

1.3 Coopération.....11
- The Indian Ocean Commission and the European Union: diversity, exchange, solidarity for a fairer, more prosperous and more sustainable Indian Ocean

2. Centres d'Intérêts

2.1 Environnement.....13
- Protection et conservation : les tortues au centre des préoccupations
- Cinq mois après le naufrage du MV Wakashio, quatre sites du sud-est toujours souillés par l'hydrocarbure

2.2 Tourisme.....15
- Salon Explor Lokal : rideau sur la première édition, hôteliers et opérateurs touristiques satisfaits

2.3 Société..... 16
- Journée de lutte contre la corruption : la crise sanitaire » ne doit pas empêcher » la lutte contre le phénomène
- Presidential visit : UAE to donate 50,000 COVID-19 vaccine doses to Seychelles

Pêche durable et consommation du poisson à l'honneur avec le lancement du programme Ecofish



C'est à l'hôtel Suffren, ce mercredi 9 décembre, que la Commission de l'océan Indien a procédé au lancement d'un programme visant à promouvoir la pêche durable dans la région de l'Afrique de l'Est, de l'Afrique australe et de l'océan Indien. Baptisé Ecofish et financé par l'Union européenne, ce programme arrive à point nommé dans un contexte de crise.

La demande pour les produits maritimes a, en effet, été affectée par la Covid-19, selon Motseki Hlatshwayo, président du Comité de pilotage d'Ecofish, qui intervenait par Zoom.

« Le programme permettra de booster la pêche durable », a-t-il argué.
De son côté, le ministre des Affaires étrangères, Nando Bodha, a, lors de son intervention, fait ressortir qu'il est important que toutes les parties concernées parlent d'une seule voix pour la pêche industrielle.

« Au niveau de la consommation à Maurice, celle du poulet dépasse celle du poisson. C'est une question de distribution et d'accès. Il faut penser à une consommation accrue de poisson par tête d'habitant. Ecofish est donc une très bonne initiative », soutient-il.
Fabrice Larétif



Programme Ecofish

Un budget de 28 millions d'euros alloué

Apporter un changement positif dans la vie du pêcheur. C'est là l'objectif d'Ecofish dont le lancement a eu lieu le mercredi 9 décembre à l'hôtel Le Suffren à Port-Louis à l'initiative de la Commission de l'océan Indien. Ce programme qui sera financé par l'Union européenne, entend bien promouvoir la pêche durable dans la région de l'Afrique de l'Est, de l'Afrique australe et de l'océan Indien.

Un budget de 28 millions d'euros sera déboursé pour ce projet dont les partenaires sont l'Union européenne, le COMESA, l'IGAD ou encore la SADC. Ecofish a pour but de favoriser une croissance économique équitable « *par la promotion de la pêche durable dans la région de l'Afrique de l'Est, de l'Afrique australe et de l'océan Indien* ».

Vincent Degert, ambassadeur l'Union européenne à Maurice, a souligné que ce programme, qui s'inscrit dans la continuité et la durabilité, est le fruit d'un engagement collectif. « *La pêche durable est essentielle pour garantir une sécurité alimentaire. L'UE confirme son soutien à plus d'une vingtaine de pays pour relever les divers défis dans le secteur de la pêche dont le changement climatique* », a-t-il affirmé. Et de préciser l'importance d'avoir « *un cadre solide pour s'assurer que nos océans soient utilisés de manière durable et responsable* ».

Présent à l'événement, le ministre de la pêche, Sudheer Maudhoo a avancé qu'il est « *essentiel d'exploiter les ressources marines alors que l'impact négatif de la Covid-19 n'a pas épargné Maurice* ».

Quant à Vêlayoudom Marimoutou, secrétaire général de la Commission de l'océan Indien, il a soulevé l'importance de l'économie bleue. Selon lui, Ecofish devrait avoir un impact positif sur la vie des pêcheurs. notamment à travers des subventions. En effet, le programme a pour but d'appuyer le Plan régional de surveillance des pêches pour la prévention, la dissuasion et l'élimination de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée.

Fabrice Larétif

En chiffres

5 milliards d'euros. C'est le montant du revenu annuel brut qui peut être généré par les ressources halieutiques de la région de l'Afrique de l'Est, de l'Afrique australe et de l'océan Indien.
15 millions d'emplois. Le secteur de la pêche engendre quelque 15 millions d'emplois directs et indirects dans la région.

Loto
-12-18-28-33-38
nts - Rs 2,500,000 chacun
nts - Rs 6,576 chacun
gnants - Rs 343 chacun
gnants - Rs 100 chacun

Secteur de la Pêche : Le programme E€OFISH lancé



Le programme E€OFISH, financé par l'Union européenne (UE) à hauteur de 28 millions d'euros qui sera piloté par la Commission de l'océan Indien, a été lancé le 09 décembre 2020 au *Suffren Hotel and Marina*, à Port Louis. L'ambassadeur de l'UE à Maurice et aux Seychelles, Vincent Degert, le ministre de l'Economie bleue, des Ressources marines, de la Pêche et de la Marine, Sudheer Maudhoo, et d'autres personnalités étaient présents à cette occasion.

Dans son discours, le ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et du Commerce international, Nando Bodha, a fait ressortir qu'il est nécessaire de créer une proximité entre les pêcheurs, les chercheurs, les développeurs de nouvelles technologies dans le secteur de la pêche, le gouvernement ainsi que le secteur privé afin de promouvoir une pêche durable. Il a souligné qu'à travers le programme E€OFISH, les pêcheurs locaux et ceux de la région bénéficieront des recherches et technologies nécessaires pour mener leurs activités de manière optimale et contribuer à faire de l'économie bleue l'un des piliers de l'économie mauricienne.

L'objectif général du programme E€OFISH est de renforcer une croissance économique équitable en promouvant une pêche durable et respectueuse de l'environnement dans la région Afrique orientale – Afrique australe – océan Indien. Il vise plus précisément à soutenir la gestion et le développement durables de la pêche afin de contribuer à la réduction de la pauvreté, à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, tout en abordant la résilience au changement climatique et en améliorant la biodiversité marine.

En outre, le programme encouragera la mise en œuvre de mesures contribuant à la réalisation des objectifs des organisations régionales de

gestion des pêches (ORGP), tels que la mise sur pied des plans de gestion des pêches, l'application de la législation des ORGP et l'amélioration des registres de conformité. Cela peut impliquer un soutien aux plans d'action régionaux conjoints en matière de suivi, de contrôle et de surveillance, notamment pour dissuader la pêche illégale, non déclarée et non réglementée.
Le programme offrira également un soutien aux communautés de pêcheurs artisanaux pour leur permettre de participer activement à la gestion et au développement du secteur de la pêche dans le but de lutter contre la marginalisation de la pêche artisanale.

Plus d'information cliquez les liens ci-dessous :

- https://www.webmauritius.com/article/defimedia/P%C3%AAche+durable+et+consommation+du+poisson+%C3%A0+l%27honneur+avec+le+lancement+du+programme+Ecofish/2461800
- https://afrimag.net/peche-durable-lac-tanganyika-vers-peche-durable-responsable/



"Le projet FETP, j'en suis persuadé, contribuera au renforcement des capacités en épidémiologie de terrain. La formation FETP est également une plateforme de partage et de valorisation de l'expertise existante dans les îles membres de la COI", a affirmé le ministre de l'Agro-Industrie et de la Sécurité alimentaire.

Gobin: "Le projet FETP contribuera au renforcement des capacités en épidémiologie de terrain"

"Le projet FETP, j'en suis persuadé, contribuera au renforcement des capacités en épidémiologie de terrain. La formation FETP est également une plateforme de partage et de valorisation de l'expertise existante dans les îles membres de la COI", a affirmé le ministre de l'Agro-Industrie et de la Sécurité alimentaire. C'était hier, mercredi lors de la cérémonie de signature d'une convention de partenariat en matière de formation en épidémiologie de terrain avec la République de Maurice a eu lieu, hier mercredi 9 décembre 2020 au siège de la COI. Cela en présence de plusieurs personnalités: Dr Kailesh Jagutpal, ministre de la Santé et du Bien-être, Prof. Vêlayoudom Marimoutou, Secrétaire général de la COI, Dr. Geeta Daby, Directrice exécutive de l'Institut de Santé de Maurice, André Pouillès-Duplaix, directeur de l'Agence française de développement pour Maurice et les Seychelles, ainsi que les techniciens des ministères concernés

"Cette formation de première ligne sera fournie aux chefs de file du domaine vétérinaire et de la santé publique afin qu'ils soient mieux préparés en cas d'épidémie en tenant compte des séquelles post COVID -19", a souligné le ministre Gobin.

Rappelant que la pandémie de Covid-19 a contraint les autorités et les scientifiques à revoir leurs attitudes professionnelles à l'égard des maladies infectieuses contagieuses, Maneesh Gobin a soutenu que "*bien qu'elles soient*

des îles et géographiquement isolées, les iles de l'Océan indien n'ont pas été épargnées par l'épidémie de la COVID -19. La Covid-19 est un défi sanitaire, social et économique important qui illustre combien la coopération en santé publique, portée par la COI, l'AFD et l'ensemble des acteurs de notre réseau ***SEGA – One Health****, est importante et utile."*



En sus du ministre Maneesh Gobin, la signature de cette convention de partenariat s'est déroulée en présence de plusieurs personnalités: Cela en présence de plusieurs personnalités: Dr Kailesh Jagutpal, ministre de la Santé et du Bien-être, Prof. Vêlayoudom Marimoutou, Secrétaire général de la COI, Dr. Geeta Daby, Directrice exécutive de l'Institut de Santé de Maurice, André Pouillès-Duplaix, directeur de l'Agence française de développement pour Maurice et les Seychelles.

Faisant état de la nécessité d'un développement continu dans le domaine vétérinaire et des lacunes de la législation, régissant la santé animale et la profession elle-même, le ministre Gobin a dit présenté, mardi 8 décembre, à l'Assemblée nationale le Veterinary Council Bill en vue de mieux encadrer le Conseil des vétérinaires dans sa tâche. *"Cette loi a été votée et est maintenant le Veterinary Council Act",* a-t-il déclaré.

Il a renouvelé ses remerciements à la COI pour son soutien et il a souhaité que les participants à ce programme prennent avantage au maximum de ce programme de formation. Il a également, remercié la COI pour le soutien apporté à Maurice pour ce projet de formation technique en épidémiologie de terrain, destiné aux techniciens de son ministère, connu comme le projet Field Epidemiology Training Program (FETP) Frontline.



“Cette formation, que le gouvernement mauricien considère prioritaire, a accumulé du retard dû à la pandémie de Covid 19. Maintenant que la situation est sous contrôle, le démarrage de cette formation, visant à renforcer les capacités du personnel technique de la santé animale et humaine en épidémiologie afin qu’ils puissent faire face aux exigences sanitaires actuelles, peut finalement commencer”, a expliqué Maneesh Gobin.

Il a souligné que la resurgence de certaines maladies infectieuses et récemment la crise sanitaire ont mis en évidence la nécessité de disposer d’instruments efficaces de surveillance, d’analyse et d’investigation des signaux sanitaires. Le but étant d’assurer, de façon coordonnée, la protection de la population.

Le ministre Gobin a fait remarquer que ce projet FETP Frontline consiste en des formations pratiques et adaptées aux réalités du terrain et renforcera sans nul doute les capacités nationales de détection, d’investigation, de contrôle, de prévention et de riposte face aux risques épidémiques tant en santé humaine qu’animale.



Le ministre de la Santé, Dr Kailesj Jagutpal était partie prenante à cette convention de partenariat dans le projet FETP.

Le ministre Maneesh Gobin a maintenu que la COI a été, de tout temps, un partenaire privilégié de Maurice. "A chaque fois que la situation s'est fait sentir, la COI a répondu présent pour venir en aide aux autorités sanitaires mauriciennes. Notre collaboration s'étale dans plusieurs domaines tels la santé publique, la santé animale et les enjeux environnementaux, pour ne citer que ceux-là", a-t-il déclaré.

Il a rappelé qu'en 2016, lors de l'épidémie de la fièvre aphteuse qui avait affecté Rodrigues, la COI, à travers son réseau local, régional et international, est venue à la rescousse du ministère en termes d'expertise, de ressources humaines, de financement et de logistique entre autres.

"Grace à la collaboration de la COI, le gouvernement mauricien et plus particulièrement le ministère de l'Agro-Industrie a bénéficié des services des experts vétérinaires pour mettre en place une stratégie de lutte contre cette maladie. La COI a également facilité l'envoi des échantillons et a assuré la liaison avec les laboratoires internationaux afin que les tests de diagnostic nécessaires puissent être effectués dans les plus brefs délais. La COI a également réussi à obtenir des vétérinaires de la Grande île pour renforcer la vaccination d'urgence pendant l'épidémie", a énuméré Maneesh Gobin.

Grace à la COI, a-t-il indiqué, les services vétérinaires disposent depuis quelques temps déjà, d'un logiciel, le système ODK, pour la détection précoce des maladies des animaux. "Ce logiciel aide également les services vétérinaires à améliorer leur système de réactivité grâce à la capture des coordonnées GPS et à un partage rapide d'information entre les agents vétérinaires de l'île", a expliqué le ministre Gobin..

Il a soutenu qu'à l'avenir, les services vétérinaires et la COI collaboreront encore sur plusieurs projets importants, dont l'achat des cliniques vétérinaires mobiles équipées d'un système de GPS, la modernisation du laboratoire vétérinaire sis à Réduit et le suivi du projet FETP.

Kailesh Jagutpal : « En tant que nation insulaire Maurice reste très vulnérable face aux menaces sanitaires »



Projet de formation technique en épidémiologie de terrain. La convention de partenariat entre les ministères de la Santé et de l'Agro-industrie, le Mauritius Institute of Health et la Commission de l'océan Indien (COI) a été signée ce mercredi 9 décembre à Ebène. Il s'agit de rehausser la vigilance épidémiologique à plusieurs niveaux et de renforcer le contrôle sanitaire régional.

Le projet Field Epidemiology Training Program (FETP) Frontline consiste en des formations pratiques qui aideront à augmenter les capacités en ce qu'il s'agit de détection, de contrôle, de prévention et de riposte face aux maladies vectorielles. Lors de son discours, le ministre de la Santé, Kailesh Jagutpal, a souligné qu'il est du devoir des autorités de continuer à innover et à se former en prévision des probables situations à venir.

« La pandémie en cours est une preuve que notre planète n'est pas à l'abri de menaces sanitaires d'envergure », a ajouté le ministre de la Santé qui est revenu sur les dons en équipements médicaux qui ont, selon lui, grandement contribué à la gestion de la situation.

Plus d'information :

- https://www.webmauritius.com/article/ionnews/Kailesh+Jagutpal+%3A+%C2%AB+En+tant+que+nation+insulaire+Maurice+reste+tr%C3%A8s+vuln%C3%A9rable+face+aux+menaces+sanitaires+%C2%BB/2461459

The Indian Ocean Commission and the European Union: diversity, exchange, solidarity for a fairer, more prosperous and more sustainable Indian Ocean



The Indian Ocean Commission (IOC) is an intergovernmental organisation which brings together five member states, namely the Union of the Comoros, France (Reunion), Madagascar, Mauritius and the Seychelles. It is the only regional organisation in Africa composed exclusively of islands. These islands face a number of vulnerability issues: despite their vast exclusive economic zones, they remain particularly vulnerable to security problems, encompassing health, maritime and food security issues.

The European Union has been the leading development partner of the IOC for over 35 years. Through more than 40 development projects across 10 sectors and a total budget of 256 million euros, the European Union has been supporting the IOC and its Member States in progressing towards the Sustainable Development Goals (SDGs). While a lot has been implemented under this partnership, its achievements are little known to citizens of the region.

We have therefore organized two key events, accessible to everyone, to showcase the EU-IOC shared commitment to a sustainable Indian Ocean:

- « Un engagement commun pour une Indianocéanie durable » an exhibition about the results of the EU-IOC partnership in all 17 SDGs including panels with facts and figures and digital tablets to allow visitors to discover through images the diversity of projects implemented by the IOC and the EU.
- A series of three conferences to launch a strategic reflection on our common future: a) "The IOC-EU partnership: What is the added value for the region? What are the results?"; b) "Shared ocean: security and opportunities"; c) "Climate change: What are the challenges and what concrete actions ought to be taken in the Indian Ocean?" 12 experts were invited as speakers to share their expertise and the discussions.

The events were a great success: 300 visitors for the exhibition and 250 participants in the conferences. They were able to discover with facts, figures,

videos and testimonies on how the IOC-EU cooperation is having a positive impact on the ground. For example, they were able to see that for SDG 6 - Clean water and sanitation, the EU and the IOC have funded a desalination unit powered by solar energy that ensures a regular supply of drinking water to 2,400 people in Rodrigues, an island which is prone to water shortage.
All our partners have lauded the quality of those events, which were widely covered in the press and largely promoted on social media. Guided by the spirit of their motto 'Diversity – Exchange – Solidarity', the EU and the IOC teamed up to organize those events, that have undoubtedly helped to promote a positive image of the partnership.
The exhibition, which we inaugurated in Mauritius in October 2020, will now travel to the other Member States of the Indian Ocean Commission throughout the year 2021.

Protection et conservation: les tortues au centre des préoccupations

Par Les Nouvelles sur 14/12/2020



Annonces Google
Bloquer l'annonce
Pourquoi cette annonce ?
Annonces Google
Bloquer l'annonce
Pourquoi cette annonce ?

L'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) classe les tortues de Madagascar, en particulier les tortues radiées plus connues sous le nom de « Sokake », au rang des animaux en danger critique d'extinction. Le programme Turtle Survival Alliance (TSA) investit depuis sa création dans la protection de ces reptiles.

Samedi, cette organisation a organisé une journée porte ouverte au jardin d'Antaninarenina pour faire valoir les rôles environnemental, culturel et économique de ces reptiles. Mahavoky, Mahafaha Romain, Tsilovaha et Toky Velontsoa, quatre natifs des régions Androy et Atsimo Andrefana, ont apporté leur témoignage quant à l'importance de ces reptiles, dans leurs vies quotidiennes.

« Dans nos us et coutumes, la tortue est un animal sacré que nous vénérons. Pourtant l'animal fait aujourd'hui l'objet de trafics. Des pratiques qui portent préjudice à nos existences. La conservation des tortues en général et des Sokake en particulier s'avère plus que nécessaire afin d'éviter leur extinction. Nous sommes sur le point de mettre en œuvre le Dina pour les tortues au même titre que celui pour les bœufs. Cela consiste à réprimer tout acte de trafics, indépendamment des dispositions pénales », ont-ils affirmé.

A l'heure actuelle, TSA prend en charge plus de 25.000 tortues. Ce chiffre montre une fois de plus l'ampleur du danger planant sur ces animaux, sans citer les trafics dont ils font l'objet. Les pays asiatiques sont leur destination finale.

Destinée principalement à la consommation, une tortue vivante y est vendue entre 300 et 2.000 USD, comme l'a d'ores et déjà fait part le ministre de l'Environnement et du développement durable (MEDD). L'on parle de centaine de tortues en provenance de la Grande île saisies localement et dans les pays étrangers.

D'où l'importance des initiatives de protection de ces espèces endémiques. Et pour TSA, il s'agit de contribuer à la sensibilisation du grand public à la beauté naturelle et exceptionnelle de la tortue parmi la biodiversité de la Grande île.

Arh.

Partagez. Aparitaho!

Cinq mois après le naufrage du MV Wakashio, quatre sites du sud-est toujours souillés par l'hydrocarbure



Le naufrage du MV Wakashio avait provoqué une marée noire dans les lagons du sud-est
Presque cinq mois après le naufrage du MV Wakashio sur les récifs de Pointe-d'Esny, quatre sites du sud-est du pays sont toujours souillés par les hydrocarbures.

C'est le constat de la firme de nettoyage Polyeco. Le nettoyage devrait être complété d'ici la fin de ce mois.
Quant à l'opération d'enlèvement de la partie restante de l'épave, elle devrait démarrer en janvier prochain.

Le ministre des Affaires étrangères, Toshimitsu Motegi, en visite officielle à Maurice, s'est rendu à Rivière-des-Créoles, ce dimanche après-midi 13 décembre pour faire le point sur la situation. Il était en compagnie d'une délégation japonaise et de celle du ministre de la Pêche, Sudheer Maudhoo.
« Mo panse pou ena enn reaksyon kan li pou retourn laba. Li pou koz ek banla lampler de ban zon sinistre. Mo panse ki li pou revin anver nou. Mo espere pou ena ban retombe byen pozitif », a déclaré Sudheer Maudhoo.

Salon Explor Lokal : rideau sur la première édition, hôteliers et opérateurs touristiques satisfaits



Petits et grands, ils étaient nombreux les visiteurs qui se sont rendus au centre Swami Vivekananda à Pailles ce week-end pour la première édition du salon Explor Lokal

Fin en beauté pour le salon Explor Lokal. Ils étaient nombreux à profiter des bonnes affaires au centre Swami Vivekanada, à Pailles, ce dimanche 13 décembre.

Bruno La Charmante, directeur de communication des évènements du Défi Média Group, parle d'un « véritable succès ».
Selon ses dires, des hôteliers ainsi que des opérateurs touristiques affichent leur pleine satisfaction pour cette première édition.

L'évènement a réuni sous un seul toit les acteurs du secteur touristique de l'île, tels que les hôtels, les représentants de la destination Rodrigues, des parcs de loisirs, des activités terrestres / nautiques et des restaurants pour vous offrir des forfaits exceptionnels pour une fin d'année des plus inoubliables. Un évèvement présentée par Events Plus avec la collaboration de la Mauritius Tourism Promotion Authority (MTPA) pour promouvoir le tourisme local.

Al-watwan
Le premier journal des Comores

JOURNÉE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

La crise sanitaire "ne doit pas empêcher" la lutte contre le phénomène

La célébration de cette année a comme thème "*rétablir avec intégrité*". Dans son discours, Ahmed Malide, le président de la Mosc-Anjouan, a voulu montrer que l'engagement de son organisation dans la lutte contre la corruption a bien produit des résultats, contrairement à ce que certains pensent.

Par **SM**

La Mosc-Anjouan (Maison des organisations de la société civile de l'île d'Anjouan) a célébré, le jeudi 10 décembre au siège de la Ccia (Chambre de commerce, d'industrie d'artisanat), la journée internationale de lutte contre la corruption (celle-ci est normalement célébrée le 9 décembre). Le choix de la Ccia est justifié par le fait que la Mosc-Anjouan dirige depuis un moment un projet dit d'Appui à la mobilisation du secteur privé dans la lutte contre la corruption. Les deux dernières années, la célébration avait été organisée au centre universitaire de Patsy, car "*la sensibilisation ciblait beaucoup plus le monde estudiantin*".

Dans son discours, Ahmed Malide, le président de la Mosc-Anjouan, a voulu montrer que l'engagement de son organisation dans la lutte contre la corruption a bien produit des résultats, contrairement à ce que certains pensent. Ainsi, parmi les acquis de sa campagne de sensibilisation sur la prévention contre la corruption, engagée depuis 2014, l'on doit notamment compter "*l'élaboration de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la corruption*", "*la signature de la charte des Osc contre la corruption*" ainsi que "*l'obligation des candidats aux élections de présenter leurs déclarations du patrimoine*". Malide a exhorté, à la fin de son intervention, "*tous les acteurs du développement du pays à respecter ces acquis*".

La célébration de cette année a comme thème "*rétablir avec intégrité*". D'après l'Onu (Organisation des Nations unies), ceci "*souligne que seule la mise en place de mesures efficaces d'atténuation de la corruption permettra un meilleur rétablissement, tout en insistant sur le fait qu'un rétablissement inclusif de la Covid-19 ne peut être réalisé qu'avec intégrité*". Pandémie oblige, la journée anti-corruption de cette année ne pouvait donc pas en être dissociée.



Dans son message, le Secrétaire général de cette organisation planétaire, Antonio Guterres, a rappelé que "*ces dernières années, la colère et l'exaspération ont éclaté face à des dirigeants et des gouvernements corrompus*", faisant que "*dans certains pays, la population est descendue dans la rue pour réclamer la justice sociale et l'attribution des responsabilités*". Et "*alors que ce problème est déjà source de préoccupation, la crise engendrée par la Covid-19 ouvre la voie à de nouvelles pratiques de corruption. Les pouvoirs publics dépensent leurs ressources à la hâte pour remettre les économies sur les rails, fournir une aide d'urgence et acheter des fournitures médicales. Aussi, la surveillance se relâche parfois*".

Sur ce point précis, le président de la Mosc-Anjouan a relevé que durant la pandémie, le gouvernement comorien a affiché la totalité de l'aide obtenue et destinée à soutenir la population. Elle admet que sa gestion a été efficace, mais qu'"*il manque la transparence aussi bien sur le plan de la santé que sur la relance de l'économie nationale (sic)*".■

Presidential visit : UAE to donate 50,000 COVID-19 vaccine doses to Seychelles



President of Seychelles, Wavel Ramkalawan (State House)

(Seychelles News Agency) - The United Arab Emirates will donate 50,000 doses of a **COVID-19** vaccine for the Seychellois people, the Crown Prince of Abu Dhabi told the President of Seychelles during an official trip to the United Arab Emirates, State House said on Monday.

President Wavel Ramkalawan conveyed his appreciation for the continued support, particularly in the health sector, to the Crown Prince of Abu Dhabi and deputy supreme commander of the UAE Armed Forces, Sheikh Mohamed bin Zayed Al Nahyan, in a meeting on Sunday.

The offer of a donation of the **COVID-19** vaccine for Seychelles comes as the world's first mass vaccination campaigns begin to roll out against the virus in the United Kingdom and United States, where millions of people are expected to be vaccinated this week.

Ramkalawan, who is on a five-day working visit to the United Arab Emirates (UAE), also met with former President of Seychelles, James Michel, who congratulated him on his electoral victory and the subsequent successful transition.

State House said that "Michel vouched to continue working for Seychelles especially through his foundation in advancing efforts in the domain of the Blue Economy."

While in the UAE, the Seychelles' president is scheduled to meet with the president of AMSA Renal Care, Abdullah Ajmal, to further discuss the existing contract. AMSA is the main organisation that provides dialysis treatment to the Seychelles Hospital.

Ramkalawan is also expected to meet Seychellois nationals currently working in the UAE as well as other members of the Seychelles community living there. He will take the opportunity to visit the Seychelles Embassy in UAE accompanied by the Minister for Foreign Affairs and Tourism, Sylvestre Radegonde, where he will be having talks with the head of the Seychelles mission, Ambassador Jean-Claude Adrienne.
The head of state of Seychelles, an archipelago in the western Indian Ocean, will return on Thursday, December 17.
During the absence of the President, the Vice-President, Ahmed Afif, will hold the portfolios falling under the President. He will also discharge any function that is required by the President under the Constitution.